

par Uri Weltmann

« À l'angle de la place Al-Tahrir et de l'avenue Rothschild » Cette inscription figure sur une l'immense banderole suspendue au-dessus de l'avenue Rothschild de Tel-Aviv, dans le principal campement de protestation. Ce campement de protestation s'est formé le 14 juillet, et devait donner naissance à ce qui est parfois connu sous le nom de « Mouvement du 14 juillet » (J14). Il a inauguré un été de manifestations et de mobilisation de masse, d'une ampleur jamais vue auparavant en Israël.

En fait, l'esprit révolutionnaire qui s'est emparé du Moyen-Orient et qui devait marquer l'avènement du Printemps arabe, a fini par gagner Israël, bien que la forme et le fond en soient nettement différents dans ce pays. Quelles ont été les forces qui ont donné naissance à ce vaste mouvement de protestation, qui a balayé le pays en une vague de troubles sociaux ?

La mise en place du système néolibéral

Alors que le gouvernement d'Israël se glorifie de la grandissante prospérité économique du pays ces dernières années, qui a même surpassé celle des pays de l'OCDE, cette croissance s'est accompagnée d'un accroissement de la pauvreté et des écarts de revenus. La majorité des israéliens continuent de subir une baisse de leur niveau de vie, jointe à une augmentation du coût de la vie et au blocage de leurs salaires.

Selon un rapport établi par l'Institut National des Assurances d'Israël, « Comparée à la moyenne des pays de l'OCDE, l'étendue de la pauvreté en Israël est deux fois plus grande, et l'écart des revenus une fois et demi plus important ; la gravité de la pauvreté s'est accentuée brusquement jusqu'à un nouveau sommet ». Un tiers des enfants israéliens vivent en dessous du seuil de pauvreté et cette proportion est de deux tiers des enfants au sein de la population arabo-palestinienne d'Israël (qui représente 20 % environ de la population totale du pays).

La progression du taux de pauvreté en Israël n'est pas un phénomène nouveau. Depuis le début du millénaire, et en particulier depuis 2003, des mesures néolibérales dures ont été mises en place au moment où Benyamin Netanyahu a été nommé ministre des finances au

sein du cabinet d'Ariel Sharon : privatisation massive des entreprises de service public ; coupes sombres dans les allocations familiales, les allocations d'invalidité et vieillesse ; baisse des impôts sur les sociétés et réduction des dépenses publiques.

Ajouté à cela, le coût de la vie ne cesse d'augmenter, ce qui touche pratiquement tous les ménages en Israël : les tarifs de l'électricité viennent juste d'augmenter de 10%, et, ces derniers mois, nous avons assisté à une hausse du prix des transports publics, de l'essence, de l'eau et des denrées alimentaires de base. Face à ces problèmes, la passivité du gouvernement qui n'a jamais cherché à apporter de solution aux augmentations de prix (soit sous la forme d'une indemnité de vie chère, ou en intervenant sur la politique des prix) a allumé la colère de nombreux travailleurs et familles.

Les politiques économiques néolibérales du gouvernement – conjuguées à l'augmentation des prix et à la stagnation des salaires – ont eu cette double conséquence : ceux qui se trouvaient juste au dessus du seuil de pauvreté ont rapidement sombré sous ce seuil, et un nombre de plus en plus important de personnes considérées comme appartenant à la « classe moyenne » ont eu à leur tour de la peine à joindre les deux bouts. Les jeunes, surtout, en ont fait les frais : beaucoup occupant un emploi précaire, ils n'ont ni sécurité de l'emploi ni accès durable aux prestations sociales.

Des gens qui, sans cette situation, ne se seraient pas considérés comme faisant partie des classes les plus pauvres de la société – à savoir les diplômés de l'université, vivant dans les grands centres urbains israéliens, issus de familles qui jouissaient de la sécurité de l'emploi, etc. – ont découvert que leur avenir économique était tout à fait incertain, contrairement à ce que le gouvernement répétait à l'envi : « L'économie est sur la bonne voie ». « Mais alors, pourquoi est-il si difficile de vivre décemment ? », se sont-ils demandés.

La prolétarianisation de la « classe moyenne » en Israël est particulièrement criante dans le domaine du logement. Les loyers ont augmenté de 34 % en Israël au cours des six dernières années, et cette hausse a été de 49% à Tel-Aviv. Il n'est pas rare que le loyer engloutisse la moitié du salaire, et le projet de devenir propriétaire de sa maison est aujourd'hui un rêve inaccessible pour la majorité des Israéliens.

Le néolibéralisme a préparé un terreau propice à une prise de conscience telle qu'une large

strate de la société israélienne – au comportement politique plutôt passif et en sommeil jusqu'à maintenant – est aujourd'hui prête à descendre dans la rue. Il a suffi d'une étincelle.

La « Tentifada » – Le mouvement de protestation des tentes est né

Le 14 juillet, dans un élan qui a bénéficié d'une large couverture médiatique, une petite centaine de jeunes se concertent sur Facebook. Ils plantent des tentes et déploient des sacs de couchage sur l'avenue Rothschild, au beau milieu de Tel Aviv. Leur campement improvisé a pour but de protester contre des loyers follement élevés en Israël, en particulier à Tel Aviv, et leur objectif est de manifester la grogne de la « classe moyenne ».

Alors que les organisateurs qui s'étaient inspiré du village de tentes de la Puerta de Sol à Madrid, s'attendaient à voir ce mouvement de protestation ne durer que l'espace de quelques jours, les tentes se sont multipliées et la protestation s'est étoffée. Le 23 juillet, une date restée dans les mémoires, une première marche dite du 23 juillet a mobilisé une foule de 30.000 personnes, ce qui, à la mesure d'Israël, représente une immense manifestation.

L'Union nationale des étudiants a rejoint le mouvement de protestation, et des dizaines de campements ont poussé dans tout le pays. Il ne s'agissait plus dès lors d'un « phénomène purement citadin, « limité à Tel-Aviv », mais d'une cause qui a frappé une corde sensible et trouvé un écho dans tout le pays.

En à peine quelques jours, le mouvement a gagné non seulement en ampleur, mais également en profondeur. La question du logement est devenue l'un des problèmes dénoncés parmi bien d'autres : de jeunes parents ont organisé des manifestations contre le coût élevé des garderies et des crèches ; des enseignants et des éducateurs ont protesté contre la situation désastreuse d'un système d'enseignement public insuffisamment financé ; des médecins hospitaliers – en grève depuis le mois d'avril – ont rejoint le mouvement de protestation, réclamant des salaires plus élevés et des dépenses plus importantes au profit du système de santé publique.

La société israélienne, très fragmentée et à laquelle manque une tradition syndicale de solidarité et de luttes sociales, a vu tout à coup se lever un mouvement de protestation

dynamique et plein de vitalité, conduit par des jeunes, capable de rassembler des personnes de tous horizons et origines.

150.000 personnes descendent dans les rues de Tel Aviv le 30 juillet. A cette imposante manifestation s'ajoutent d'autres rassemblements importants à Jérusalem et à Haïfa. Une semaine plus tard – 300.000 personnes défilent à Tel Aviv, pour l'une des plus grandes manifestations jamais vues en Israël. Le 3 septembre suivant, la « Marche du million » devait réunir un demi-million de manifestants – 300 000 dans les rues de Tel Aviv, et presque 200.000 dans 17 villes réparties dans tout le pays, ce qui représente environ 6% de la population d'Israël. Pour comparer, ce chiffre équivaut à 5 millions de personnes manifestant en même temps en Allemagne.

Peu après le début des manifestations, la direction du mouvement de protestation a fait l'objet de critiques. Il lui a été reproché de ne pas avoir mis à l'ordre du jour des revendications concrètes, et d'avoir préféré parler dans le vague et l'abstrait de justice sociale. Diverses revendications ont été exprimées en réaction, exigeant l'augmentation de la dépense publique, en particulier dans le domaine du logement social, mais également pour obtenir la gratuité de l'enseignement pour tous.

Le Printemps arabe s'est-il mué en Été israélien ?

Le mouvement de protestation en Israël s'inscrit dans un contexte international de troubles sociaux : en février, le Portugal a vu sa plus grande manifestation depuis la Révolution des Œillets de 1974 ; au mois de mai, les jeunes espagnols lançaient leur propre mouvement de protestation contre les politiques de leur gouvernement ; au mois de juin, les étudiants grecs descendaient dans la rue. Le mouvement J14 en Israël doit être interprété pour l'essentiel sur cette toile de fond.

On ne saurait toutefois oublier qu'Israël ne se trouve pas en Europe, mais au Moyen-Orient, et passer sous silence les événements dont la Tunisie, l'Égypte, la péninsule arabique et d'autres pays de la région ont été le cadre, ainsi que les répercussions que ceux-ci ont eues et ont toujours sur l'évolution de la protestation sociale en Israël.

Pendant des années, les autorités israéliennes ont encouragé la population juive d'Israël à

cultiver une mentalité de « villa au milieu de la jungle » en Israël, refusant ainsi de reconnaître qu'Israël se trouve au sein de l'Orient arabe et favorisant un sentiment de méfiance et de crainte face à la culture arabe, et face à toute évolution politique progressiste au sein du monde arabe. En conséquence, lorsque la révolte a fait descendre les peuples arabes dans les rues et renverser les dictateurs Moubarak et Ben Ali, de nombreux israéliens ont observé ces événements avec des sentiments mitigés.

Ces sentiments mitigés n'ont pas empêché les Israéliens de faire écho au Printemps arabe sans toutefois calquer leur mouvement de protestation sur celui-ci. Les manifestants du Mouvement J14, ont scandé le cri de ralliement, devenu depuis le slogan emblématique de l'Été israélien, « Le peuple exige la justice sociale » - au même rythme exactement auquel les manifestants du Caire reprenaient leur propre revendication sur la place Al Tahrir « Le peuple exige la chute du régime ».

Certains manifestants sont même allés jusqu'à scander : « Moubarak, Assad, Netanyahou », plaçant ainsi Moubarak et Netanyahou sur un pied d'égalité au cours de la manifestation du 6 août à Tel-Aviv. A cette occasion également, les manifestants ont déployé une immense banderole sur laquelle était écrit en hébreu « L'Égypte est ici », et, en langue arabe, le slogan égyptien : « Dégage » (à l'adresse du chef du gouvernement).

Même si nous ne pouvons que nous réjouir que des pans entiers du public israélien aient adhéré, pour une fois, à certains des symboles de la révolte arabe, nous devons également porter un regard critique sur les différences entre les protestations en Israël et les protestations qui se sont élevées partout ailleurs au Moyen-Orient.

Si le mouvement de protestation a recueilli auprès des Israéliens un soutien aussi unanime (Une enquête de Channel 10, menée au début du mois d'août, a révélé que 85 % des Israéliens soutenaient la protestation), c'est parce que, à la différence de son équivalent égyptien, il n'a pas demandé prioritairement le renversement et le remplacement du gouvernement du Parti du Likoud. Parmi les manifestants israéliens beaucoup ont insisté sur le fait que leur intention revendicative n'était pas de renverser Netanyahou, mais de « l'obliger à nous écouter, afin qu'il prenne les mesures nécessaires pour régler les problèmes ».

Ainsi, les électeurs communistes et ceux du Likoud (mais aucune des personnalités politiques du Likoud) se sont retrouvés côte à côte dans les mêmes manifestations, scandant des slogans semblables, tout en ayant des points de vue opposés sur ce qui devait être décidé pour la suite.

En n'exprimant pas d'opinion claire sur Netanyahu et son gouvernement, la direction du mouvement a contribué à entretenir cette ambiguïté sur le but des manifestations. Elle a mis en avant : « qu'il ne s'agissait pas d'une protestation de la Gauche ou de la Droite, mais du peuple tout entier ». Alors que cette stratégie a certainement contribué à ce que le grand public voie le mouvement de protestation d'un œil plus favorable, ce manque de clarté a également joué à son détriment car les mobilisations de masse n'ont permis de faire à ce jour aucune conquête concrète dans le domaine politique – elles n'ont abouti ni à un changement de gouvernement ni à l'obligation d'organiser de nouvelles élections, ni à un budget plus juste sur le plan social pour l'année 2012.

De plus, le mouvement de protestation n'a pas réussi à traité les problèmes sociaux incommensurables auxquels doit faire face la minorité arabo-palestinienne en Israël, en particulier dans le domaine du logement : les villages et les villes arabes sont aux prises avec une grave crise du logement, due et reconnaissable à la pénurie de permis de construire et à la confiscation des terres ; les schémas directeurs d'aménagement régional et local sont inadaptés aux villes et villages arabes pour lesquels ils sont établis, en étant dépourvus de toute attribution de zones convenant à la promotion immobilière résidentielle ; les permis de construire ne sont pas accordés impartialement ; une politique brutale de démolition des maisons est à l'œuvre, en particulier dans les localités dites « villages non reconnus », habitées par des tribus bédouines dans le sud d'Israël.

Face au choix d'un discours « apolitique », qui a été fait, Le Comité Central du Parti communiste d'Israël a déclaré qu'il était à ses yeux, nécessaire de clarifier de toute urgence la nature idéologique de la lutte fondamentale, qui est une lutte entre deux chemins opposés : un Etat responsable de chacun de ses citoyens et de chacun de ses habitants, opposé à un Etat qui les abandonne aux forces du marché. Il est également important de souligner la nature politique de la lutte, ce qui signifie que tout véritable changement en

faveur des citoyens ordinaires implique le renversement du gouvernement de Netanyahou.

Malgré l'ambiguïté du langage tenu par la direction du mouvement, de considérables acquis ont été obtenus, non pas dans le domaine politique, mais idéologique, dans la conscience du peuple. Des centaines de milliers de personnes ont su se mobiliser, et des milliers d'entre elles ont activement participé à mettre et maintenir en place en toute démocratie des campements de protestation. Ce succès est à lui seul une avancée qui ne doit pas être prise à la légère. Dans une société où l'apathie politique est profondément ancrée, le nombre de ceux – en particulier des jeunes – qui sont venus discuter quotidiennement des tactiques et de la stratégie à mettre en place pour élaborer le mouvement, organiser dans les quartiers des conférences sur les privatisations, participer à des débats sur la nature du capitalisme, est du jamais vu en Israël.

Le mouvement de protestation et le conflit israélo-palestinien

À l'heure où l'occupation israélienne des territoires palestiniens entre dans sa 44ème année, le livre noir des violations des droits de l'homme et des meurtres ne cesse de s'épaissir. L'occupation a déformé la société israélienne qui, dès le départ, n'était absolument pas une société « saine », et l'a rendue plus violente, plus haineuse, moins tolérante et moins démocratique. Le coût moral de l'occupation pour la société des occupants est incalculable.

Moins connu, le coût économique du maintien de l'occupation a fait cependant l'objet de recherche et il est documenté. Avec un budget militaire qui dévore les ressources publiques, l'achat d'armes perfectionnées aux Etats-Unis, et l'expansion poursuivie et le maintien de colonies dans les territoires occupés – tous les gouvernements d'Israël sans distinction du parti actuellement au pouvoir ont détourné vers ces dépenses les ressources nationales qui auraient dû servir à répondre aux besoins de tous – la santé, le logement, la protection sociale et l'éducation.

La gauche radicale, et le Parti communiste d'Israël surtout, ont avancé que, s'il était mis fin à l'occupation en créant un Etat palestinien indépendant aux côtés d'Israël, l'Etat disposerait de budgets plus conséquents pour construire des écoles, des maisons, des hôpitaux et des

bibliothèques. Il est par conséquent dans l'intérêt du grand public et des travailleurs israéliens de parvenir à une paix juste, durable et générale.

Cependant, étant donné que la direction du mouvement de protestation a voulu s'appuyer au centre de la tendance générale, les revendications visant à établir le lien entre la fin de l'occupation et la réalisation de la justice sociale sont presque toutes restées marginales.

Il est vrai que quelques orateurs ont soulevé ce problème au cours des manifestations de masse organisées par le Mouvement J14. Notamment, le Docteur Zuheir Tibi (dans une manifestation de 20 000 personnes à Tel-Aviv) et Raja Zaatry (dans une manifestation de 35.000 personnes à Haïfa). Le message de ces deux orateurs, tous deux membres de la direction nationale du HADASH, a été bien accueilli par les foules. Néanmoins, le mouvement en tant que mouvement n'a pas abordé la question de l'occupation israélienne en replaçant celle-ci dans le cadre de ses revendications publiques au gouvernement.

Ceci ne revient pas à dire pour autant que cette question lui ait échappé : après un mois de raids aériens israéliens sur la bande de Gaza, le 18 août, un attentat terroriste a coûté la vie de plusieurs Israéliens près de la ville méridionale d'Eilat. Le gouvernement israélien en a officiellement imputé la responsabilité à une organisation basée à Gaza, et a lancé des frappes aériennes mortelles.

Le mouvement J14 a été mis à l'épreuve : devait-il replier ses banderoles à présent, au moment où ce conflit sanglant accaparait l'attention des médias ? Le climat de convergence nationale allait-il brusquement éclipser la protestation en faveur de la justice sociale ?

Il convient de remarquer qu'il a surmonté l'épreuve. Des manifestations se sont même tenues pendant les jours qui ont suivi l'attentat terroriste et les raids sur Gaza. Dans une société militarisée comme l'est Israël, où l'on peut être vilipendé par certains milieux si l'on ne se montre pas assez « patriote », déclarer ouvertement que l'on doit mettre la protestation en faveur de la justice sociale en avant et non en arrière de la scène publique même en des temps aussi cruels, est un véritable acte de bravoure.

Quelle voie suivre ?

Le mouvement de protestation sociale de l'été 2011, qu'illustrera pour longtemps l'image des villages de tentes, marque un tournant décisif dans l'histoire d'Israël. Parmi ses si nombreux participants, beaucoup ont eu le clair sentiment de prendre part à un évènement appelé à peser de tout son poids et pendant des années sur les politiques israéliennes à venir.

On peut raisonnablement s'attendre à voir la majorité de ceux qui ont participé au mouvement – contribué à l'organisation des campements, pris part à des débats populaires, défilé dans des manifestations de masse inimaginables auparavant – rester sans doute dans le corset d'une perspective hégémonique sur le monde.

Mais ceux qui sortiront de ce cadre pour tirer des conclusions politiques sur la société israélienne et les problèmes qu'elle doit affronter, feront un apport qualitatif certainement important qui contribuera à modifier l'équilibre des forces au détriment d'un capitalisme débridé et de la poursuite criminelle de l'occupation.

Mahmoud Darwish, poète palestinien, écrit : « Cette terre recèle en elle-même la justification de la vie ». En nous inspirant du récent et irrésistible mouvement social de protestation, nous continuerons à nous battre pour une vie meilleure sur cette terre, pour tous.